



Syndicat Général C.G.T des Personnels de la Police Nationale

BILLET D'HUMEUR....

INTERIEUR

LAISSEZ-NOUS TRAVAILLER !!!

Les policiers nationaux exercent leurs missions quotidiennes dans le respect des règles, de l'éthique et de la déontologie. lorsque des manquements sont constatés, ils sont confrontés à la justice avec la double peine de la circonstance aggravante de leur statut.

C'est la raison pour laquelle nous sommes fiers de ce que nous faisons, de la manière dont nous accomplissons au quotidien la lourde charge qui pèse sur nos épaules et nous ne craignons pas la critique.

Les apprentis sorciers, donneurs d'ordres ou de leçons qui n'ont d'autre but que de nous déstabiliser, nous décrédibiliser en nous mettant en situation inextricable dans laquelle nous ne devons notre salut qu'à l'usage de la force, le font sciemment. Leurs discours de soutien et leurs médailles de pacotilles, leurs primes aux méritants de l'ordre de la main tendue nous desservent et nous ridiculisent. Nous n'en voulons pas !

La proposition de loi "sécurité globale" voulue par le chef de l'exécutif démontre à quel point l'État a décidé de se couper de la police républicaine au profit d'un service de sécurité mercantile et servile et surtout bien éloigné des fonctions régaliennes de l'État.

Les polices municipales, véritables instruments de politique locale se développent à la demande insistante des préfets. Elle ne peuvent pas répondre aux exigences de l'État républicain. La réaction de la première adjointe de Marseille qui a refusé le concours de sa police municipale sensée verbaliser les commerçants qui ne respectaient pas les règles du confinement a montré la voie.

Le maire, chef de sa police municipale décide de ce qu'il advient de l'application (ou pas) de la loi sur sa commune.

La loi "sécurité globale", telle qu'elle est présentée fait une place très importante à la sécurité privée. Un grand nombre de domaines devraient quitter le giron de la police ou gendarmerie au profit des sociétés de vigilance. L'action de l'Etat se limiterait alors au contrôle de ces dernières. Il va sans dire que les plus fragiles, ceux qui n'ont pas les moyens de recourir aux entreprises devront se débrouiller.

Dans ces conditions, nous demandons aux députés et sénateurs qui ont le pouvoir et la charge d'agir dans l'intérêt du peuple de refuser de brader le corps régalien de la sécurité publique sur l'autel de l'économie libérale.

Nous policiers du quotidien, malgré la perte constante de moyens matériels et humains sommes fiers de servir le citoyen quels que soient ses opinions, ses origines, sa condition...

Nous n'avons nul besoin d'une poignée de SUV de prestige ou de voitures électriques dernier cri. Nous voulons simplement avoir suffisamment de moyens simples et efficaces pour répondre aux appels d'urgence, à la lutte contre la criminalité comme aux sollicitations de toutes sortes.

Nous assumons pleinement les dangers, les contraintes de notre métier et nous n'avons pas honte de notre manière de servir. Il n'est donc pas utile de dissimuler nos visages. Le danger qui nous menace, le seul que nous craignons c'est celui que le politique nous fait courir en stigmatisant sans cesse nos missions, en nous éloignant chaque jour un peu plus de l'estime des citoyens, en nous donnant l'image nauséabonde d'une police digne d'un état totalitaire.

Nous voulons répondre aux besoins et servir sans cesse les yeux dans les yeux avec nos contradicteurs comme avec l'immense majorité des français qui nous respectent et nous estiment.

ALORS, LAISSEZ-NOUS TRAVAILLER !

CGT-Police : 68 rue Philippe de Girard 75018 PARIS

Tel: 06.64.46.30.30

courriel : cgt.police.paris@gmail.com